

Compte rendu réunion nationale travail social en lutte

Ordre du jour :

Tour des secteurs : **SECTEUR SANTE / SECTEUR HANDICAP / SECTEUR PROTECTION DE L'ENFANCE / SECTEUR PJJ / SECTEUR INSERTION / SECTEUR POLYVALENCE DE SECTEURS / SECTEUR LES ETUDIANT.E.S**

Perspectives

SECTEUR SANTE

éduc psychiatrie adolescent à l'AP HP

Réduction de l'activité depuis le confinement annoncé, plus de visites à domicile plus de consultation sauf cas urgent (risque suicidaire, décompensation importante...).

Pris dans la logique de l'hôpital général : cas de covid en augmentation, service réduit pour laisser place à ceux du covid, vidage de service (y compris pour des gens qui n'étaient pas bien), mise dehors de personnes qui n'avait pas de logement par exemple...

télétravail pour les personnels pour qui se serait possible : exemple assistante sociale, refusé pour d'autres personnels, disparités entre les politiques des différents établissements.

Sur certains hôpitaux : des médecins arrivent à se faire tester (et leurs femmes parfois...), alors que pour d'autres soignants, exigence de deux symptômes pour pouvoir se faire dépister → inégalités de classe entre personnels.

Enfant de soignant en danger par crèche avec les enfants de soignant.

Martin Hirsch ce matin : « va rétablir l'indemnité pour travail dangereux pr les soignants (= 1€ par jour!!!).

ASS en CMP pédopsy, 19eme arr, intersecteur

Veille téléphonique quotidiennement pour guidance parentale.

Montée en puissance lorsque famille va craquer. Problème de pas de possibilité de faire individuelle ou groupe thérapeutique.

Réouverture à priori la semaine prochaine. Grande anxiété parmi les collègues car simplement masque chirurgical et enfants qui ne respectent pas forcément les gestes barrières.

1 enfant suivi contaminé récemment et du coup crainte des collègues d'être contaminé également.

Du coup possibilité de changement des procédures pour les jours à venir.

A terme, déploiement de nos collègues sur établissement covid 19, injonction paradoxale avec le confinement.

Nous commençons à avoir des revendications collectives auprès des collègues. Pas mal d'attente de ces rencontres pour aider à construire revendications collectives.

ASS Psy adulte Région parisienne

lits psy adulte réquisitionné, sortie brutale et sèche des patients pour faire des unités covid 19, les autres patients sont confinés en psy peu importe leur situation. On nous demande de travailler en roulement entre confinement et présence sur la structure. Unité covid intersectorielle donc interrogations serons-nous réquisitionnés ? En saura plus lundi.

Educ pedo psy Saint Egreve (Grenoble).

Pas beaucoup d'info sur l'intrapsy à Grenoble.

En pole infanto juvénile, télétravail. On reçoit simplement ado suicidaire, on fait de la guidance parentale par téléphone. Nous ne sommes pas prioritaire pour solution hydroalcoolique et gants.

Toutes les instances type CHSCT etc ont été annulé.

CMPP Aquitaine

Réforme sous 9 mois « rouleau compresseur » sur les CMPP :

aujourd'hui offre de soin pour tous dans une logique multidisciplinaire, psycho dynamique vers une

transformation d'une plateforme de diagnostic de trouble neurodéveloppementaux. Lobby des dys et autiste : utilisation ces plateformes de CMPP qui vont être transformées, les troubles plus légers : vont se décaler dans le champ du handicap avec accompagnement en milieu scolaire (qui entraîne stigmatisation) ou de s'orienter vers le libéral (mais quid du moyen pour se soigner).

Pour les Dys, TED, déficit intellectuel, la plateforme va jouer son rôle. Transformation du soin. Mouvement initié très suivi par divers journaux et collectifs pour lutter contre cette réforme et maintenir coûte que coûte le soin pour tous, avec une multidisciplinarité. Tout le monde doit être au courant en France sur ce qu'il se passe. Marchandisation du soin. Lutte en cours et va continuer. Soutien de toutes et tous le plus large et fort possible. Une délégation a été reçu avec le plus grand mépris des revendications que l'on avait à faire. Ils soulèvent l'argument qu'ils avaient des milliers d'associations derrière eux.

Collectif du travail social en lutte 33 est sur l'affaire, ainsi qu'une intersyndicale locale.

SECTEUR HANDICAP

, via les broyés du social, collectif du social de la Vienne.

Mêmes constats déplorés, // textes officiels : annonce du 12 de fermer les écoles mais pas d'info pour les établissements médico-sociaux, puis un texte publiés en disant qu'on a 8 jours pour retours à domiciles dans les meilleures conditions – pourtant en direct sous tutelle de l'état et aucune possibilité d'anticiper l'organisation des retours en familles des personnes accompagnées. Concerne IME ESAT ITEP etc. Chaque chef d'établissement a pris des décisions à la hâte au jour le jour, entre fermeture complet, travail partiel des pros ou non

Deux traitements différents : IME SESSAD ULIS priorité retour aux familles / familles d'accueil avec une forme de télétravail guidance téléphoniques et rapports écrits

Demande de volontariats pour accompagner les assos en difficulté. Aors que si le taux d'encadrement est respecté il n'y a pas besoin de renforts.

Différentes réponses au niveau des ESAT, des étab fermés mais on parle de rouvrir pour une continuité plus fine des projets thérapeutiques et éducatifs. Les structures ouverte en 365 : priorité des pros sans enfants et restent mobilisables car prioritaires pour mettre les enfants à l'école.

Les CSE n'ont pas pu être tenus même en visioconf.

180 personnes sur notre mailing list de notre collectif. On a envoyé l'excellent questionnaire du Gard.

Sur l'IRTS de Poitiers : la direction de l'IRTS a voulu cacher auprès de ses salariés qu'un formateur était atteint du virus peut être, ce formateur s'est désolidarisé de cette attitude.

Il faudra demander des comptes à l'ARS, à nos tutelles.

On essayra avec notre collectif d'être bien présent la dessus.

IME Seine Maritime

Chaque IME fonctionne différemments consignes passées par ARS. Deux jeune et une collègue contaminés et public très vulnérables. Aucune protection pour les TS et le perosnnel de santé.

1 intervention

par rapport au questionnaire mis en ligne : se mettre d'accord de quand on analyse.

Dans le Gard, idem aux autres villes. Compliqué d'avoir les bonnes informations, de tenir les jeunes à distance.

: ITEP, dans le Gard

On a réussi à intégrer un membre du CSE dans le plan bleu, il y a systématiquement un membre du CSE qui participe au cellule de crise, sur l'ITEP, ca a été géré plutot bien. Pour l'instant ce ne sont que des annonces on verra lors des paies si tout cela se vérifie en acte.

Pas été mis en question les horaires de travail en télétravail.

On est basé sur du 38h par semaine, on ne demande pas aux salariés de justifier des heures qui se

réalisent. La structure s'est engagée au niveau du maintien de salaire. Il a été demandé si on pouvait éventuellement aider d'autres structures qui sont en difficulté. L'itep est fermé, il n'y a plus d'accueil des jeunes ni de salariés sur site. Si il y a une crise ce sont les astreintes qui gereront cette crise.

Restons vigilant au sein de l'ITEP. Vigilance sur une annualisation possible par ex. Impression de fonctionnement différent entre les ITEP. Pas de gestion de crise globale au niveau des établissements.

educ spé IME Gard.

Quasiment la meme chose que Franck sur prise en charge.

Sur la sécurité des données : pas de mail professionnel, tout est partagé sur les mails persos.

Belgique abri de nuit pour personne sans abri. On travaille aussi avec des personnes sans papiers.

Liège.

Une semaine que le confinement est prononcé mais moins strict qu'ici, encore les prémices. Au début dde maintien de l'ouverture de l'abri de nuit. Les conditions d'accueil sont déjà insalubres, début de réquisition de logement par endroit mais ici on nous demande de donner des tentes et indiquer les endroits où ils peuvent monter un camp. Public vulnérable ++ difficultés en terme de vivre ensemble. Accueils de jour fermés driving pour alimentation.

Solidarité depuis la Belgique !!

SECTEUR PROTECTION DE L'ENFANCE

Collègues sur MNA :

jeunes passés par l'Italie. Aucun matériel et incompréhension du public. Présence de collectifs pour faire remonter au niveau de la Vienne.

(responsable éducatif sur une MECS), hébergement en diffus.

Depuis lundi tous les colocs sont fermés. Télétravail.

Cas de jeunes avec des traumatismes qui commencent à avoir du mal à continuer les confinements.

Au niveau de la santé physique : Gestes barrières et enjeux relativement bien compris par les jeunes.

Nos hébergements ne sont pas équipés d'internet du coup problème pour les cnx internet avec téléhpone. Réactivation des traumas : augmentation trouble du sommeil, alcoolisation etc...

Problème des protections individuelles (seulement solution hydro alcoolique).

Absence de matériels informatique pour assurer la continuité des apprentissages.

Revendications ouverture de la bande passante internet pour continuer à avoir du lien social.

, AS au niveau éducation nationale

relais pour le corps enseignant de prendre les infos ici et qu'on soit en lien. Chez les AS éduc nat : organiser le télétravail depuis jeudi dernier, pas du tout existant au paravent, calmer le zèle des chefs de service et de pouvoir avoir des consignes claires ce qui n'est tjs pas le cas. Visio conf voient toujours être organisé, ministre n'apporte pas de réponse pas de réactivité, ça tombe au coup par coup. Les orga comme syndicats deviennent relais. Rester chez soi et assurer l'accueil → consignes contradictoires. Qstmt // IP – on freine mais il peut y avoir besoin tout de même.

Profession réquisitionnables, même situation pour les infirmières scolaires – ressenti d'avoir été oubliées depuis très longtemps.

// Travail avec les familles : constat que dans une famille qui ne relève pas d'assistance éducative les situations se complexifient de jour en jour ce qui laisse entrevoir ce qu'il se passe dans celles qu'on accompagne.

// Informatique : possibilité de retirer des contenus en papier sur site à partir de lundi

Syndicat a sollicité les grandes surfaces pour que les personnels qui sont obligées d'aller travailler soient prioritaires pour faire leurs courses.

*Savoir faire des ASS scolaires est mis entre parenthèse tellement le ministère les a oublié.
Rapports sociaux à faire dans le cadre d'une évaluation étatique rajoute de la complexité pour organiser le télétravail. Qlq volontaires pour renforcer d'autres équipes pour accueillir les enfants des soignants.*

91 educ prev

lundi soir lors du CSE extraordinaire : 7 jours de télétravail et obligation de poser des congés.

Validé une partie par les collègues mais pas tout le monde.

Ce qui est en train de se passer sur l'essonne : il y a de plus en plus de demande du volontariat pour bosser dans des MECS sans savoir ni ou ni quand ni à quelle heure, ni les conditions d'hygiène et de sécurité dans les structures. Les retours qu'on a dans les foyers c'est que c'est un bordel monstre au niveau hygiène. Les foyers deviennent des lieux où ça devient compliqué d'y être pour les gamins (ils ne comprennent pas, ils ont besoin d'autres choses), ce n'est pas des structures faites pour y vivre 24h sur 24.

Sur la protection de l'enfance dans le 91 : 2 jours de présentiel pour gérer les urgences, mais s'il y a des contacts il n'y a pas de protection disponible dans les bureaux. Il n'est pas convenu qu'il y ait une garde d'enfant pour les collègues dans les MECS.

Ce qui me fait flipper : on avait travaillé sur un topo qui montrait les grandes évolutions du secteur. Flo le disait développement de l'informatique, de l'IA, être vigilant car avec le développement du télétravail il y en a qui vont se servir de ça pour limiter la casse, → éloignement du public derrière. On nous a demandé dans un premier temps de poser 5 jours de congés d'ici fin mars puis on nous a envoyé par le département d'être volontaire. Nous ce qu'on cherche c'est le maintien de salaire. Il y a un moment ce qu'il faut mettre sur la table c'est le maintien de salaire pour toutes et tous. Le chômage partiel pour l'instant c'est 75% du salaire, il faut qu'on se batte pour 100 % du salaire.

Le Mans référente éducative protection de l'enfance Sarthe

→ Tout le monde en télétravail depuis mardi. D'autres en chômage partiel (pcq pas le matériel) avec perte d'une demi journée de RTT par semaine, c'est assez flou, peuvent être contacté sur tel perso pour se déplacer si besoin est...

Gestion des urgences et soutien aux familles pour les enfants au domicile et en famille d'accueil. Au bout d'une semaine on constate des situations complètement explosives. Des mesures exceptionnelles ont permis le retour au domicile en urgence pour plusieurs enfants.

Equipe d'astreinte tournante par semaine. Obligation de rester dispo avec perte de RTT désaccord complet de l'équipe. Peur du débordement à la reprise au vu des situations qui vont sûrement se dégrader. Prise de retard sur les écrits déjà que les pros sont sous pression tout au long de l'année.

ASE Paris, service jeunes majeurs (évaluation, suivi 18-21)

Sur ce service, depuis vendredi dernier on est passé à la moitié de l'équipe avec la direction qui demande la même activité, pas d'allègement.

Permanence physique très restreinte, 3 personnes tournent, prolongation de tous les CJM de trois mois pour éviter fin de prise en charge en confinement. Gestion des urgences, par ex. jeunes qui se font virer, versement des allocations financières notamment pour jeunes à l'hôtel → dde pension complète par tjs possible. Jeunes en FJT aussi très isolés, CT par téléphone et se fait difficilement. Avec une référence à 80-90 jeunes... Certains se retrouvent avec des puces de lits, pas d'équipement informatique pour suivre sa scolarité.

Interservice : certains ont fermé avec télétravail quand cas de covid dans l'équipe et d'autres sont restés ouverts avec perm minimales malgré des contaminations avérées. Presque pas de protection sanitaire.

Dde prochaine d'un CHSCT (Flo est mandatée).

Pb PEC : aide de droits communs qui devaient se mettre en route et se renouveler. Dont question des papiers à la Pref. (Besoin d'un titre de séjour pour faire valoir ses droits comme la CAF).

Diff penser la question du volontariat : quelles revendications, comment on se positionne ? Les

étudiants bénévoles par demande des DGCS – exigence d'embauches et salaires.

SECTEUR PJJ

Pas d'intervention

SECTEUR INSERTION

Grenoble Logement d'abord, accès au logement pour personnes sans domicile
Tout ramener à domicile dans l'urgence et dès mardi tout était fermé. La direction laisse entendre que peu de travail, mais l'obligation de protection des salariés semble prendre le pas sur l'évaluation des besoins du public. On utilise notre matériel perso, pas de protection si rencontre physique. Plus de visites au dom. Pas de recueil des besoins des personnes accompagnées. Doivent fournir des attestations à des personnes qui ne sont pas francophones ne peuvent écrire question de la compréhension etc. isolement +++ en tant que pro on porte cette parole complètement en décalage par rapport aux besoins du public. Sentiment d'être laissé par l'institution.

94 structure d'heb 94 – apparts diffus et collectifs (centre mater ou demandeuses d'asile)
Privilège CT tel pour maintenir le lien mais cmt accompagner à distance, parfois impossible, public en dde d'asile question de barrière de langue. Est-ce qu'on se protège soi et les publics, ou est-ce qu'on prend en compte les besoins ? Le regard est porté sur la protection des salariés au dépend des besoins des publics. Vigilance +++ par la suite de l'encouragement du recours à l'informatique au détriment du relationnel.

Marseille accueil de jour personnes SDF Marseille – fermé
Mise à l'abri des TS en attendant il ne se passe rien. Aucun accès à l'hygiène et la mise à l'abri en journée pour le moment. On devrait réouvrir au moins partiellement, ou alors maraude, infos au compte goutte. Direction dit on attend le matériel de protection pour rouvrir. On ne peut pas savoir où on va. Réduction drastique des personnes présentes en protection. Il est prévu un centre spécialisé pour personnes malades qui ne nécessitent pas d'hospit, semaine pro normalement.

: mise à disposition au secrétariat de sud santé sociaux. Clermont Ferrand.
*bcp de réaction autour du manque de protection (masques, solution hydro alcoolique...), question autour du droit de retrait, question autour de la réquisition...
Bcp d'intervention autour de collègues en AEMO : lié à confinement d'enfant compliqué.
On s'attend à des situations compliqués au sein des foyers et au sein des familles
Pris contact auprès d'associations qui interviennent auprès de MNA. Des mineurs sur Clermont livrés à eux mêmes du jour au lendemain.
Situation qui rejoint aussi de nombreux SDF.*

Oise

Collectif travail social de l'Oise.

*Insertion : je travaille dans l'herbergement d'urgence. Oise et le 56 font partie des premières zones contaminées. Arrêtés de restrictions au compte goutte mais aucune consigne ou initiative des directions des grosses entreprises ou représentants de l'état pour anticiper. Conséquences sur le dpt : distinguer population SDF nettement à la rue et forte présence de migrant.e.s, et la partie PEC par l'état dans les structures d'urgence. Confinement impossible pour certaines personnes, et conditions insalubres dans les hôtels. Promiscuité +++
Enfants exclus des dispositifs d'école à distance faute d'accès à internet.
Commence à entendre les premiers échos : la DDCS du dpt décide d'ouvrir un gymnase, elle est appliquée pourtant à proscrire au vu des consignes de l'état pour endiguer l'épidémie.*

Dispositifs centres de jour fermés. Maintien de salaire si accepte d'être réquisitionné à tout moment. Partie du travail en téléT et partie présentielle. Aux salariés de faire des propositions pour se protéger et continuer un min. d'aide notamment alim.

Pas de masque, on a du faire des pieds et des mains pour gel hydroalcoolique et des gants.

93 intérim

Relai de la parole d'une collègue du SAMU soc - panique ++ car aucun masque, ni rien. NE peuvent pas garder les distances de sécurité. Les pers à la rue prennent des amendes et doivent se cacher malgré état de santé délétaire. Ils n'ont aucun consigne, absentéisme +++

Je me rends compte que j'avais raté mon secteur, l'insertion : TS avec des familles hébergées à l'hôtel 115 en IdF, à côté du manque de préparation au télétravail par mon asso et un recours aux ordi et téléphones perso, il y a des soucis au niveau de l'aide alimentaire pour des personnes sans papiers, sans minimas sociaux ou salaire continue, risques de propagation vu l'espace étroit dans les chambres d'hôtel et espaces sanitaires et cuisine partagés, difficultés de l'impression des attestations pour sortir et risque d'amande, il y a aussi des risques de violences intra familiales accrus

SECTEUR POLYVALENCE DE SECTEURS

Grenoble : conseil départemental de l'Isere

au boulot depuis lundi dernier tous les jours. Inefficacité de l'institution a avoir des consignes claires. 340 agents. Chacun, chacune on s'organise comme on peut. L'organisation broie complètement nos services. On a reçu des demandes pour faire des renforts dans les MECS etc...

Lorsqu'on se positionne pour y aller on nous dit qu'on est nécessaire dans les services. Au niveau personnel, un CHSCT exceptionnelle le 16 mars qui n'a pas donné grand chose. Les attestations ne sont arrivés qu'hier matin. On se débrouille pr aller au boulot. Une fois qu'on y est on se débrouille. On gère les urgences et les aides alimentaires en attendant de pouvoir reprendre nos suivi. Galère au jour le jour.

Une fois que ce sera terminé se rappeler de tout ce qui s'est passé pour aller demander des comptes aux décideurs.

SECTEUR LES ETUDIANT.E.S

Etudiante Educ 3ème année Nantes

A nantes les étudiant.e.s gratifiables ne l'ont plus donc gros pb de précarité En troisième année la direction de l'Arifts (centre de formation) ils parlent d'un report des certifications.

Nous devons également produire un mémoire en lien avec un projet sur le terrain. De nombreux étudiants n'ont pas pu mettre en place cette action et donc grosse difficulté à rendre le mémoire et pas de réponse pour le moment sur un quelconque aménagement de la validation du DC2 en lien avec le mémoire du coup

Et on nous demande aussi d'être en renfort soit bénévole soit CDD en précisant que le bénévolat sera valorisé dans le cadre du diplôme... Ce qui est un sous entendu assez degueulasse de la part de la région. Voilà pour compléter la prise de parole d'Hugo le reste c'est la même

Rouen Etudiante 3ème ASS Canteleu

Ecole oblige à ce que ce soit toujours en CDD pour la sollicitation des étudiants auprès des structures.

1 année ASS IFTS Echirrolles (Grenoble):

Flou au début sur suspension des stages ou non.

Tentative de continuité pédagogique des cours mais question pour les 3ème années actuelles suite à réforme des maquettes de formation.

Note du préfet de région aux écoles d'auvergne Rhones Alpes pour « réserve sociale » posent plusieurs questions : Bénévolat ou Stage ou CDD. Choix laissé aux structures ? Cela signifie précarité étudiante si pas de CDD avec rémunération minimum.

De plus comment sera contrôlé le respect de la protection sanitaire ? Simplement à l'appréciation de l'étudiant ? Proposition de communiqué de la part des étudiant.e.s mobilisé.e.s là dessus.

2. Revendications et perspectives

A partir de ces constats, que peut-on faire concrètement dans cette situation de crise qui aggrave l'état déjà délétère du social ?

Émergence des rencontres nationales : à l'origine, des collectifs déjà existants notamment en Maine-et-Loire // appels à projets en protection de l'enfance, le social déchaîné, comité du travail social. Représentations syndicales faibles ou inexistantes donc recours au collectif pour gagner en force et visibilité.

Initiative en marche des assises de la protection de l'enfance qui donne la parole aux décideurs et on vient faire entendre la parole du terrain notamment PE et prev. Enjeu de gagner en forme donc orga des premières rencontres nationales fin 2018, puis deux rencontres en 2019.

A mesure des rencontres augmentation du nombre et représentativité des régions, des champs d'action et des syndicats. Evolution aussi du contenu et de la qualité du débat. Par ex. appel suite aux rencontres à une date nationale de mobilisation (le 5 décembre appelé par SNCF et RATP) – objectif de gagner en combativité, ça a pris une ampleur qui sert de point d'appui pour proposer la réunion d'aujourd'hui. Une AG extraordinaire nous a permis une grève de plus de 60 jours, conséquence d'être sollicité dans les cohortes nationales donc on a gagné en visibilité ++.

La prépa des rencontres a fait l'objet de réunions régulières, sans ces échanges en dehors de ce qu'on vit sur les terrains, on aurait plus difficilement continué de former cette mobilisation. Les rencontres permettent des liens constructifs pour s'organiser efficacement au niveau national.

Besoin de s'engager dans des mouvements intenses, certainement des grèves longues et reconductibles. Pose la question de la caisse de grève, à traiter prochainement.

En premier lieu : maintenant ce cadre de discussion. Avoir une visibilité de ce qu'il se passe ailleurs et donc une compréhension globale et permet de voir où on arrive à obtenir des choses et constater des disparités.

1. *Avoir une expression commune*, que ça ne reste pas dans l'entre-soi. Pouvoir faire un appel par ex. (banderoles slogan le soir pétition?)
2. *Pouvoir avancer sur les revendications*, pouvoir expliciter ce qu'on souhaite pour chaque champ d'intervention + conditions salariales : congés, volume horaires, créer un outil exploitable
3. *Pouvoir se mettre en action dès la fin du confinement*, qu'est-ce qu'on peut élaborer pour être en action partout où on est ? Rassemblement le même jour devant les mêmes institutions, prépa des assises du mois de juin, etc.

T-shirts commandés datés du 21-22 mars prévus pour les rencontres, à voir comment les faire parvenir. Ils sont mis en ligne. Ils ont été avancés au niveau financier, c'est cool de faire des précommandes et demander un RIB pour passer par virement.

Le numéro de pr les T shirt : 06.64.81.52.14

Synthèse des débats :

Allers-retours cohorte nationale contre réforme retraite

- Inégalités face à la maladie : victime de cette crise dans les classes les plus basses de la société.

- Insatisfaction et manque de confiance par rapport au gouvernement. Journée grève et grève du télétravail pour revendiquer 10 000 embauches dans le milieu hospitalier, des dépistages covid 19. Dans la rue dès la fin du confinement, l'appel définitif va être publié.

Intérêt d'un temps de discussion régulier et repéré.

Gagner en visibilité sur le fait d'être « envoyé au front » - rassemblement devant les CD, ARS, les financeurs.

Retours sur les conventions collectives :

Au niv. Local (Gar Sud Santé sociaux) dde aux différents CSE rajouter une consultation en plénière pour recueillir les positionnements des directions // aux différentes CC

Cette action peut se déployer dans d'autres localités.

Malgré la crise sanitaire, enjeu de la reconnaissance de notre place et notre travail -

Volonté d'actions simultanées après le confinement

Le secteur du social et ses contradictions :

être au proche des plus vulnérables sans pouvoir y aller pour ne pas propager le virus = constat partagé. Quelles expressions communes ? Pétitions ?

Une tâche qu'on peut tous.tes se donner dans la semaine : faire le lien entre le médical et le social, qui est en ce moment intrinsèquement lié. Quid des patients dont les lits sont réquisitionnés pour le COVID ? Besoin de revendications communes entre le médical et le social en passant par les voies syndicales notamment. Obligation des services sociaux fonctionnels et ce n'est pas le cas.

La situation du secteur et crise sanitaire : évolue extrêmement vite, annoncé 250 millions de masques mise à dispo mais comment ? A qui ?

Il faudrait un appel qui sorte soit ce soir soit demain, on ne peut pas se permettre d'attendre plus longtemps sinon ce qu'on va dire risque de ne plus être d'actualité. Proposition que ce soit une pétition, qui servira aussi à créer des liens pour de futures rencontres.

Thibault veut bien donner un coup de main sur l'aspect informatique/pétition en ligne etc.

Avec appel d'une date de sortie tous dans la rue à la fin du confinement. A voir aussi les retombées de l'argent qui est débloqué aujourd'hui et qu'on devra payer d'une manière ou d'une autre dans le futur.

Petit hic : il risque d'y avoir un pic de travail à la fin du confinement, il faut l'avoir en tête.

Besoin d'argument et demandes claires et concrètes dès maintenant, on ne peut pas attendre la fin du confinement. Il faut que nos instances représentatives sur le terrain jouent leur rôle, notamment d'information et de garder dans la boucle les IRT. Normalement vote hier au sénat de l'état d'urgence sanitaire qui peut impliquer la suspension du droit commun, droit du travail... (notamment la durée max de travail).

Par rapport aux revendications, on manque aussi dans le collectif de chiffres concrets à montrer aux financeurs : postes manquants, départs en retraite non-remplacés.... Où peut-on trouver ces données ?

Proposition de groupes de travail pour se revoir la semaine prochaine et pouvoir sortir un appel.

Question d'une plateforme revendicatives qui était à l'ODJ initial, on pourrait y réfléchir.

La question des actions pendant le confinement et au sortir. Peut-être un groupe étudiant.e ?

Intérêt de former des commissions. Pour les étudiant.e.s, on peut arriver à avoir un réseau un peu plus important pour essayer de sortir un communiqué et faire un groupe aussi de notre côté.

Constat de pratiques différentes en fonction des régions, Maïa peut relayer notre communiqué au niveau des ASH. La rencontre des étudiants et le lien à Lyes Louffoc ont permis un appel assez large et une coordo étudiante nationale (dans le cadre de la réforme des diplômes TS)

S'il y a des formatrices ça peut être intéressant d'avoir des points de vue de leur part également. Et on fait un max d'aller-retours avec le discord gnrl.

Flo dispo pour travailler sur un appel. Besoin des volontés/revendications de chacun à échanger via mail ou autre et qu'il y ait une représentation au-delà de Paris et de différents champs d'action.

(micro qui beugue pas eu tout le topo)

Non suspension des droits communs

Question des impôts

Travail plateforme revendicative

Date à prévoir, prise en compte des assises de la PE ?

Appel à une prochaine réunion Discord la semaine prochaine, proposition samedi à 14h même format – quel délai pour la sortie de l'appel :

Groupe de travail :

Pour les retrouver, cf Discord.

PROCHAINE REUNION SUR DISCORD SAMEDI 28 MARS 14H SUR DISCORD

Des T-SHIRTS de soutien SONT SORTIS !

TOUT LE MONDE SE BAT POUR LE SOCIAL!

LE SOCIAL SE BAT POUR TOUT LE MONDE !

Les T-shirts des 4èmes rencontres nationales Travail Social en lutte - reportées pour cause de coronavirus, et on s'en souviendra - sont arrivés!! En édition limitée, n'attendez pas pour les pré-commander en indiquant le nombre, la coupe et les tailles souhaitées à rencontresTSenlutte@gmx.fr Coupes : - col V dispo en S/M/L/XL (taille petit) - col rond dispo en M/L/XL/XXL Prix hors frais de livraison (on verra ça à la fin du confinement... et vive le droit de retrait des postiers!!!) : 12 euros https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=2659841834138373&id=887860558003185

Partagez un max depuis la page fbook svp!